

n'y trouvons pas à redire; nous sommes contents qu'il ait été donné 8 ou 9 millions de dollars aux producteurs de blé dans l'Ouest, et aussi que les producteurs agricoles tant dans l'Est que sur les Prairies aient l'avantage des millions que va assurer le fonds de stabilisation. Mais je pourrais prouver facilement que tout cela ne nous apporte rien parce que notre rendement ne permet pas l'exportation. Le département de l'Agriculture pourrait certainement maintenir les activités de la ferme expérimentale de Kapuskasing, et les agrandir encore. Ses deniers seraient placés à bon escient. La plupart de nos colons ne sont pas encore des cultivateurs et ils ont besoin d'animaux de race; mais ils n'ont pas les moyens de venir les chercher ici et de payer tous les frais de déplacement. Dans le passé, —et je reconnais en cela tout le mérite de nos gouvernants,—la ferme de Kapuskasing a pu vendre au prix de revient la volaille et les porcs; et notre population a eu là un grand avantage. Mais le présent crédit ne permettra pas à la station de continuer ces activités. J'espère que le ministre prêtera une oreille attentive à ma prière et qu'il trouvera moyen d'augmenter ce crédit, vu la situation de la population dans cette région.

L'hon. M. WEIR: Quant à l'emploi des chevaux dans les camps forestiers cela ne s'est pas fait depuis deux ans. Quant à la réduction du troupeau de bestiaux, à mesure qu'augmentait le nombre des animaux de race pure on a écoulé ceux de qualité ordinaire. Nous sommes en mesure de faire le même service que dans le passé, en ce qui concerne le bétail. Je sais que les directeurs de la ferme seront heureux de cette reconnaissance de l'œuvre excellente qu'ils accomplissent; surtout la distribution aux colons au prix de revient, d'animaux du sang le plus pur.

M. McINTOSH: Puis-je rappeler au ministre deux aspects du problème dont il s'est engagé à tenter la solution, concernant la zone que je lui ai décrite, à l'ouest du lac Meadow et au nord-ouest de la fin du chemin de fer entre Battleford-Nord et Edmonton? Le ministre a eu l'obligeance de promettre qu'il allait s'enquérir des possibilités de cette zone au point de vue de l'opportunité d'y établir une station de démonstration. Voici les deux aspects de cette question que je désire soumettre au ministre. D'abord, avant d'entreprendre son enquête, le ministre, lorsqu'il se rendra au département pour y chercher le rapport de 1930, devrait songer à l'importance d'oublier complètement l'idée que ce rapport cache ou est entaché d'un parti pris politique. On a dit, je crois, qu'à la veille des élections de 1930, une enquête politique fut demandée. Je nie cette déclaration. Il n'était aucunement

question de politique, On a conduit une enquête parce que cette partie du pays se colonisait, et j'ai cru qu'en conséquence on devait tenir une enquête. J'espère donc que le ministre ne prêtera aucune attention à cette déclaration lorsqu'il consultera le rapport, s'il le consulte, avant de conduire son enquête. Deuxièmement, lorsque son enquêteur se rendra dans cette région, il trouvera 69 millés de voie remblayée mais sans un seul pied de rail. Il verra les traverses pourrir le long de la voie et le remblai se détériorer graduellement. Mais je demanderai au ministre de recommander à son enquêteur de ne pas s'effrayer de ces faits, de ne pas permettre à ces derniers d'influencer son rapport, mais d'envoyer un rapport honnête de son enquête sur l'avenir agricole de cette région, sur ses qualités au point de vue de la culture, et sur ses mérites comparés à ceux d'autres parties de la province.

M. SPEAKMAN: Combien a-t-on dépensé l'an dernier à la station de Lacombe, Alberta, et combien se propose-t-on de dépenser cette année?

L'hon. M. WEIR: L'an dernier, on a dépensé \$42,500; cette année, on dépensera à peu près la même somme.

M. SPEAKMAN: Je suis heureux qu'il ne soit pas question d'une réduction. Vraiment, j'espère que plus tard on augmentera le crédit. Cette ferme n'est plus dans ma circonscription et, conséquemment, je ne puis en parler à titre de son représentant, mais elle se trouve à moins de vingt milles de ma résidence et j'ai encore coutume de la visiter deux ou trois fois par année et de l'examiner au point de vue affaires, afin de voir combien d'argent on y dépense, de quelle façon les choses sont conduites et s'il y a lieu de faire des économies.

On s'occupe de deux ou trois genres de travaux d'une grande utilité. D'abord, je parlerai du nombre de réunions que tiennent le surintendant et les membres de son personnel. Ils sont presque aussi embarrassés à ce sujet que les membres du Parlement, bien qu'ils soient, je pense, plus populaires que beaucoup d'entre ces derniers. C'est un tribut précieux au dévouement dont ils font preuve, que chaque année on les prie de tenir un nombre de plus en plus grand de réunions. Si vous ajoutez à cela le fait que leur correspondance est presque aussi lourde que celle d'un département, et s'étend à une région de plus en plus vaste, vous avez une idée assez juste de la valeur que les gens attachent à leurs travaux. Un certain travail s'y fait de concert avec les compagnies d'élévateurs,—j'ignore si la chose se fait ailleurs au Canada,—et, à mon avis, ce travail est très utile. Différents élévateurs coopèrent avec la ferme et prennent du blé